



CENTRE DE LOISIRS ŒUVRES LAIQUES DE CURNON

Siège social : 71 avenue de l'Allier
63800 CURNON D'Auvergne

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice de 12 mois clos le 31/12/2023



income

Siège social : 9 allée Evariste Galois 63170 AUBIERE

Société de commissariat aux comptes



Membre de la Compagnie Régionale de Lyon-Riom

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31/12/2023

A l'assemblée générale de l'association CENTRE DE LOISIRS OEUVRES LAIQUES DE COURNON

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association CENTRE DE LOISIRS OEUVRES LAIQUES DE COURNON relatifs à l'exercice clos le 31/12/2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre entité à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'entité relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

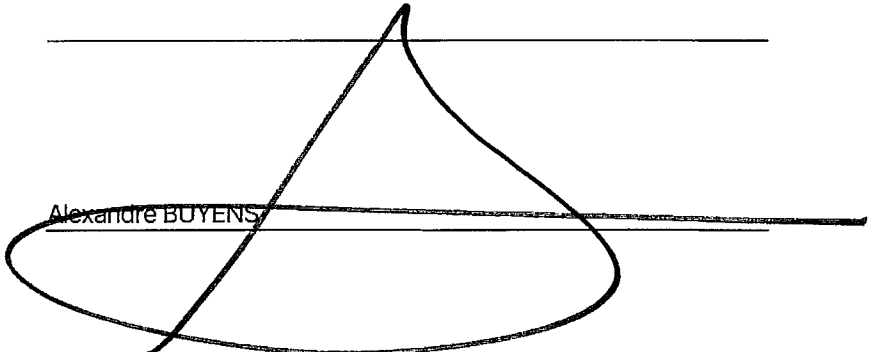
Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport en fait partie intégrante.

Fait à Aubière, le 02 mai 2024

Le commissaire aux comptes

income



Alexandre BUYENS

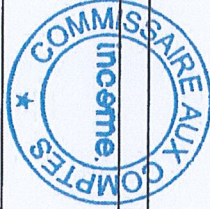
ANNEXE

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

ACTIF	Exercice N clos le 31/12/N Durée : 12 mois			Exercice N-1 Durée : 12 mois		PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
	Brut	Amortissements et provisions (à déduire)	Net	Net	Net			
Immobilisations corporelles et incorporelles						Fonds associatifs sans droit de reprise	296 217	340 226
Installations techniques, matériel et outillage industriel	7 017	7 017			442	Réserves		
Autres	209 026	114 927	94 098		26 262	Résultat comptable de l'exercice (a)	55 511	(44 008)
Immobilisations financières (1)						Subventions d'investissement	31 263	
Autres	224		224		219			
TOTAL I	216 266	121 944	94 322		26 923	TOTAL I	382 991	296 217
Stocks et en-cours								
Matières premières et autres approvisionnements						Provisions pour risques et charges	124 426	131 226
Avances et acomptes sur commandes						TOTAL II	124 426	131 226
Créances (2)								
Créances usagers et comptes rattachés	461		461		345	Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement		
Autres						Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)(2)	1 898	2 236
Valeurs mobilières de placement						Dettes fournisseurs et comptes rattachés (1)(b)	276 510	276 533
Disponibilités	690 946		690 946		678 355	Dettes fiscales et sociales et cotisations perçues d'avance (1)		
Charges constatées d'avance	96		96		590	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés (1)		
TOTAL II	691 504		691 504		679 290	Produits constatés d'avance		
						TOTAL III	278 408	278 770
TOTAL GENERAL (I+II)	907 770	121 944	785 826		706 213	TOTAL GENERAL (I+II+III)	785 826	706 213
(1) Dont à moins d'un an						(1) Dont à moins d'un an		
(2) Dont à plus d'un an						(1) Dont à plus d'un an	278 408	278 770
						(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
						(a) Montant entre parenthèses ou précédé du signe moins (-) lorsqu'il s'agit d'une perte		
						(b) Dettes sur achats ou prestations de services		



CHARGES	Exercice N clos le 31/12/N Durée : 12 mois	Exercice N-1	PRODUITS	Exercice N clos le 31/12/N Durée : 12 mois	Exercice N-1
Charges d'exploitation (ou charges courantes non financières)			Produits d'exploitation (ou produits courants non financiers)		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	9 231	8 876	Colisations	376 271	306 831
Variation de stock			Production vendue (biens et services)	29 215	21 852
Autres achats et charges externes (1)	327 958	310 883	MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES	405 486	328 682
Impôts, taxes et versements assimilés	4 679	2 713			
Salaires et traitements	205 337	196 397	Subventions d'exploitation	220 898	224 048
Charges sociales	76 579	72 708	Ressources liées à la générosité du public		
Dotations aux amortissements et aux provisions			Dons manuels	5 515	8 872
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	10 818	8 440	Mécénats	7 600	6 950
Pour risques et charges : dotations aux provisions		14 400	Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	6 887	32
Engagements à réaliser sur subventions attribuées			Report des ressources non utilisées sur subventions attribuées		
Autres charges (2)	489	796	Autres produits	3 258	1 364
TOTAL II	635 092	615 213	TOTAL I	649 645	569 948
1. RESULTAT COURANT NON FINANCIERS (I-II)				14 553	(45 265)
Charges financières			Produits financiers		
Intérêts et charges assimilées			Autres intérêts et produits assimilés	2 491	1 160
			Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV			TOTAL III	2 491	1 160
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)				2 491	1 160
3. RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV)				17 044	(44 105)
Charges exceptionnelles			Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	78	100	Sur opérations en capital		
Sur opérations en capital			Reprises sur provisions (et dépréciations), transferts de charges	38 545	196
Dotations aux provisions			TOTAL V	38 545	196
TOTAL VI	78	100			
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)				38 467	96
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI)	635 170	615 313	TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	690 681	571 304
EXCEDENT OU DEFICIT				55 511	(44 009)
(1) Dont colisations liées à l'activité économique	49 265	41 917			
(2) Dont colisations liées à la vie statutaire					
Contrepartie des contributions volontaires en nature			Contributions volontaires en nature		
Personnel bénévole	128 310	117 008	Bénévolat	128 310	117 008
Mises à disposition gratuite de biens			Dons en nature		
Prestations en nature	32 978	18 210	Prestations en nature	32 978	18 210

ANNEXE

1 . Règles et méthodes comptables

Pour l'établissement des comptes annuels ci-dessus présentés, les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables
- Indépendance des exercices

et aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

De plus, l'établissement des états financiers est fait en conformité avec :

- le Règlement ANC 2018-06 homologué par arrêté du 26 décembre 2018
- les articles L123-12 à L123-28 du Code du Commerce
- et avec une option pour la méthode prospective simplifiée.

La méthode des coûts historiques a été à la base des évaluations des éléments inscrits en comptabilité.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont comptabilisées en fonction des règles concernant les actifs, à savoir :

- règlement n° 2002-10 et 2003-7 relatifs à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.
- règlement n° 2004-6 relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'association a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

Installations Techniques Matériel et Outillages	5 ans
Matériel de Transport	5 ans
Matériel de Bureau et Matériel Informatique	1 à 4 ans
Mobilier	4 à 5 ans
Autres Immobilisations Corporelles	3 à 4 ans



Pour que les comptes présentés ici puissent donner une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'association, nous croyons utile de préciser les éléments suivants :

Prestations fournies par la commune	
<i>Charges de personnel ⁽¹⁾</i>	
Rémunération personnel et charges	portées au compte de résultat
Visites médicales	75
Assurance (maladie, accident...)	1 169
Habillement	0
<i>Batiment Avenue de l'Allier</i>	
Assurance bâtiment, responsabilité civile	556
Eau	579
Electricité	21 543
Entretien bâtiment	145
Fournitures d'entretien, hors main-d'œuvre	1 073
Maintenance	256
GTB - Frais de télécommunication	234
Vérification installations	248
<i>Batiment Avenue Georges Clemenceau</i>	
Assurance bâtiment, responsabilité civile	88
Charges locatives	1 246
Electricité et Gaz	3 875
Maintenance	31
Total	31 118

⁽¹⁾ personnel mis à disposition par la commune

Prestation fournie par clermont auvergne métropole	
- Mise à disposition Arténium de Ceyrat ⁽¹⁾	1 860
Total	1 860

⁽¹⁾ mise à disposition gratuite pour l'activité Tennis de Table

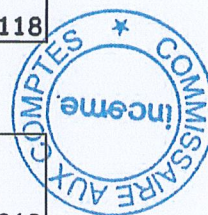
Prestation fournie par la région auvergne-rhône-alpes	
- Attribution Minibus ⁽¹⁾	subvention en nature portée au bilan et au compte de résultat
Total	0

⁽¹⁾ cession à titre gratuit pour l'association Centre de Loisirs Œuvres Laïques de Cournon

Valorisation du bénévolat	
- Animation des activités ⁽¹⁾	128 310
- Frais non remboursés	1 673
- Don en nature ⁽²⁾	
Total	129 983

⁽¹⁾ 3666 heures de bénévolat valorisées au taux horaire moyen chargé des animateurs 35€

⁽²⁾ don de marchandises



2 . Tableau des mouvements des immobilisations

(montants bruts)

	Début exercice	Acquisitions	Diminutions	Fin exercice
Immobilisations corporelles				
- Installations techniques, matériel et outillage	7 017			7 017
- Matériel de transport	104 573	78 213	50 539	132 247
- Matériel de bureau et informatique	63 216		2 040	61 176
- Mobilier	11 544			11 544
- Autres immobilisations corporelles	4 059			4 059
Immobilisations financières				
- Autres immobilisations financières	219	5		224
Total général	190 627	78 218	52 579	216 266



3 . Tableau des mouvements des amortissements

	Début exercice	Dotations	Sorties de l'actif	Fin exercice
Immobilisations corporelles				
- Installations techniques, matériel et outillage	6 575	442		7 017
- Matériel de transport	83 101	7 934	50 539	40 496
- Matériel de bureau et informatique	58 426	2 442	2 040	58 829
- Mobilier	11 544			11 544
- Autres immobilisations corporelles	4 059			4 059
Total général	163 705	10 818	52 579	121 944

4 . Tableau de variation des fonds propres

	A l'ouverture	Affectation du Résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la Clotûre
Fonds associatifs sans droit de reprise	340 226	-44009			296 217
Résultat comptable de l'exercice	-44 009	44 009	55 511		55 511
Subventions d'investissement			32 909	1 645	31 263
Total général	296 217	0	88 420	1 645	382 991



5 . Tableau des provisions

	Début exercice	Dotations	Reprises	Fin exercice
Provisions pour risques et charges				
- Indemnités de fin de carrière	131 226		6800	124 426
- Autres provisions pour charges	0			0
Total général	131 226	0	6 800	124 426

6 . Comptes de régularisation

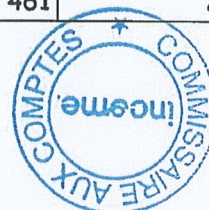


Charges à payer	
- Fournisseurs - Factures non parvenues	396
- Personnel - Dettes provisionnées/CP	11 736
- Organismes sociaux - Charges sociales/CP	4 526
- Etat - Charges fiscales/CP	232
Total	16 890

Charges constatées d'avance	
- Bouygues	27
- Droits d'auteur & de reproduction	69
Total	96

7 . Etat des échéances des créances et des dettes

Créances	Montant Brut	Echéances	
		Jusqu' à 1 an	à plus d' 1 an
Créances de l'actif immobilisé			
- Autres créances	224		224
Créances de l'actif circulant			
- Créances usagers et comptes rattachés	0	0	
- Autres créances	461	461	
Total	685	461	224



Dettes	Montant Brut	Echéances	
		Jusqu' à 1 an	à plus d' 1 an
Dettes financières			
- Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		0	
Autres dettes			
- Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 898	1 898	
- Dettes fiscales et sociales et cotisations perçues d'avance	276 510	276 510	
- Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		0	
Total	278 408	278 408	

8 . Autres informations

- Les hypothèses retenues pour l'évaluation des indemnités de fin de carrière sont les suivantes : mise à la retraite par l'employeur et contribution patronale de 30% pour la CNAV
- Effectif moyen en CDI : 3,19 équivalent temps plein
- Suite aux évènements liés au Covid nous avons modifié notre méthode de comptabilisation des adhésions en les reconnaissant à 100% sur N+1.
Afin de revenir à notre méthode initiale, 40% en année N et 60% en année N+1 qui correspond à la réalité économique, nous allons réintégrer les adhésions par tranche de 10% par année sur quatre ans. Nous avons initié le changement sur les comptes clos au 31/12/2023 avec un impact sur le résultat de 32 K€.





CENTRE DE LOISIRS OEUVRES LAIQUES DE COURNON

Siège social : 71 Avenue de l'Allier
63800 COURNON D'AUVERGNE

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31/12/2023



income

Siège social : 9 allée Evariste Galois 63170 AUBIERE

Société de commissariat aux comptes

Membre de la Compagnie Régionale de Lyon-Riom

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

À l'assemblée générale de l'association CENTRE DE LOISIRS ŒUVRES LAIQUES DE COURNON,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

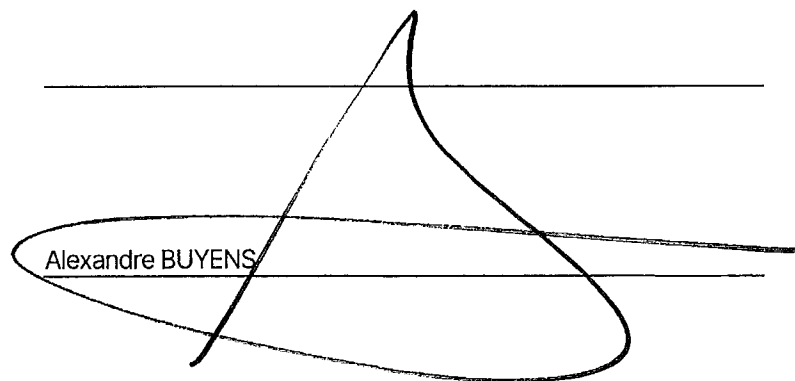
Conventions passées au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à Aubière, le 2 mai 2024

Le commissaire aux comptes

income



Alexandre BUYENS